



**Groupe communiste et citoyen du Conseil de Paris**

**Conseil de Paris des 8, 9, 10 et 11 avril 2025**

**Vœu en soutien à l'audiovisuel public  
contre le projet de création d'une « holding » de l'audiovisuel public**

**Sur proposition de Raphaëlle Primet, Ian Brossat et les élu-es du groupe communiste et citoyen**

Considérant l'attachement des Français à l'audiovisuel public qui ne s'est d'ailleurs jamais aussi bien porté, puisque depuis cet automne, par exemple, deux radios publiques (à savoir France Inter et France Info) sont en tête des audiences ;

Considérant que les antennes télés et radios offrent un maillage territorial sans équivalent, permettant d'apporter à chaque citoyen une information de proximité, attrayante et fiable, libre et gratuite ;

Considérant la prolifération de fausses informations sur les réseaux sociaux et certaines chaînes, y compris d'information, l'apparition de contenus générés par l'intelligence artificielle ;

Considérant la proposition de loi dit de « fusion » ou de « Holding » de la Ministre de la culture Rachida Dati ayant pour objectif de « rationaliser » l'audiovisuel public qui entend réduire les effectifs, réduire la présence des chaînes sur le terrain, dans les territoires, réduire le recours aux artistes, aux acteurs associatifs, aux élus... ;

Considérant que cette chasse aux économies aurait des conséquences sur l'emploi, alors que l'audiovisuel public représente 17.000 salariés, et 108.000 emplois indirects ;

Considérant le mouvement de grève au sein des radios France Info et Ici le jeudi 20 mars pour protester contre les économies demandées à Radio France et contre la réforme de l'audiovisuel public ;

Considérant qu'un rapport européen estime qu'un euro investi dans l'audiovisuel public rapporte en moyenne 3 euros pour l'économie française ;

Considérant que la télévision et la radio publiques représentent 500 millions d'euros d'investissements dans le cinéma, la musique, la fiction, les documentaires ou encore les séries.

Considérant que la création de la holding France Télévisions, qui a permis de rapprocher France 2, France 3, France 4, France 5 et RFO a pris 10 ans, en engloutissant 189,2 millions d'euros d'argent public dans les différents processus d'adaptation de ses structures ;

Considérant qu'un tel regroupement ne permettrait donc pas de réaliser des économies, mais ferait bien aussi peser un véritable danger sur ce qui constitue un des garants de la vitalité démocratique dans notre pays, sans oublier que cela entraînerait une concentration des pouvoirs aux mains d'une seule personne ;

Considérant que la force de l'audiovisuel public repose sur la pluralité, la diversité éditoriale et la complémentarité de l'offre de contenus qui s'adressent à des publics variés ;

Considérant la suppression de la redevance audiovisuelle dans le cadre de la loi de finance rectificative 2022, promesse de campagne d'Emmanuel Macron, qui soumet davantage l'audiovisuel public au pouvoir politique ;

Considérant qu'une telle réforme pave la voie à une future privatisation et considérant le contexte national où une poignée de milliardaires (Bolloré, Bouygues, Dassault, etc.) détiennent la majorité des médias, ce qui entraîne un monopole idéologique au service d'intérêts ultralibéraux et réactionnaires ;

Considérant que la privatisation de l'audiovisuel public est un projet phare des partis d'extrême droite (le Rassemblement national, Reconquête...)

Considérant le rôle central que les plateformes et réseaux sociaux qui jouent dans la délivrance de l'information sans aucune déontologie journalistique ou vérification, ni régulation les contenus pour limiter la prolifération des fake news, la polarisation et les discours haineux. ;

Considérant que dans un tel contexte, il est important que l'audiovisuel public puisse continuer de s'adapter aux défis de notre époque ;

Considérant que l'audiovisuel public est un service public aussi important que la santé ou l'éducation nationale ;

**Sur proposition de Raphaëlle Primet, et Ian Brossat, et des élu-es du Groupe Communiste et Citoyen souhaitent que la Ville de Paris Interpelle la Ministre de la Culture, Rachida Dati, afin :**

- **qu'elle renonce à son projet de holding de l'audiovisuel public unique qui rassemblerait France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et l'Institut national de l'audiovisuel (INA).**
- **Qu'une grande réforme soit mise en chantier afin de démocratiser la gouvernance et de financement de l'audiovisuel public et ainsi la mettre à l'abris de l'arbitraire politique ;**